Journal officiel

des Communautés européennes

ISSN 0378-7060

L 183

43^e année

22 juillet 2000

Édition de langue française

Législation

Sommaire

Actes adoptés en application du titre V du traité sur l'Union européenne

2000/454/PESC:

- ★ **Position commune du Conseil du 20 juillet 2000 suspendant, pour une période limitée, l'application de l'article 4 de la position commune 1999/318/PESC concernant des mesures restrictives supplémentaires à l'encontre de la République fédérale de Yougoslavie et abrogeant la position commune 2000/176/PESC** 1

2000/455/PESC:

- ★ **Position commune du Conseil du 20 juillet 2000 concernant l'interdiction des importations de diamants bruts de la Sierra Leone** 2

2000/456/PESC:

- ★ **Action commune du Conseil du 20 juillet 2000 concernant une contribution de l'Union européenne destinée à renforcer la capacité des autorités géorgiennes à appuyer et protéger la mission d'observation de l'OSCE à la frontière entre la République de Géorgie et la République tchétchène de la Fédération de Russie** 3

2000/457/PESC:

- ★ **Décision du Conseil du 20 juillet 2000 mettant en œuvre la position commune 1999/691/PESC concernant le soutien aux forces démocratiques en République fédérale de Yougoslavie (RFY)** 4

2000/458/PESC:

- ★ **Stratégie commune du Conseil européen du 19 juin 2000 à l'égard de la région méditerranéenne** 5

Déclaration du Conseil européen relative à la stratégie commune sur la région méditerranéenne 11

1

(Suite au verso.)

FR

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères maigres sont des actes de gestion courante pris dans le cadre de la politique agricole et ayant généralement une durée de validité limitée.

Les actes dont les titres sont imprimés en caractères gras et précédés d'un astérisque sont tous les autres actes.

Parlement européen**Conseil****Commission****Cour de justice****Cour des comptes****Comité économique et social****Comité des régions**

2000/459/CE, CECA, Euratom:

- * **Décision du Parlement européen, du Conseil, de la Commission, de la Cour de justice, de la Cour des comptes, du Comité économique et social et du Comité des régions du 20 juillet 2000 relative à l'organisation et au fonctionnement de l'Office des publications officielles des Communautés européennes** 12

Conseil

2000/460/CE:

- * **Décision du Conseil du 17 juillet 2000 modifiant la décision 1999/311/CE portant adoption de la troisième phase du programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur (Tempus III) (2000-2006)** 16

2000/461/CE:

- * **Décision du Conseil du 17 juillet 2000 portant nomination d'un membre suppléant espagnol du Comité des régions** 17

Commission

2000/462/CE:

- * **Décision de la Commission du 12 juillet 2000 concernant la certification sanitaire pour les importations en provenance de pays tiers d'abeilles/ruches, de lots de reines avec accompagnatrices ⁽¹⁾ [notifiée sous le numéro C(2000) 1966]** 18

2000/463/CE:

- * **Décision de la Commission du 17 juillet 2000 reconnaissant en principe la conformité du dossier transmis pour examen détaillé en vue de l'inscription éventuelle du MKH 65 61 (propoxycarbazone de sodium) à l'annexe I de la directive 91/414/CEE du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques [notifiée sous le numéro C(2000) 2006]** 21

(Actes adoptés en application du titre V du traité sur l'Union européenne)

POSITION COMMUNE DU CONSEIL

du 20 juillet 2000

suspendant, pour une période limitée, l'application de l'article 4 de la position commune 1999/318/PESC concernant des mesures restrictives supplémentaires à l'encontre de la République fédérale de Yougoslavie et abrogeant la position commune 2000/176/PESC

(2000/454/PESC)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur l'Union européenne, et notamment son article 15,

considérant ce qui suit:

- (1) Dans sa position commune 2000/176/PESC ⁽¹⁾, le Conseil a décidé de suspendre l'application de l'article 4 de la position commune 1999/318/PESC ⁽²⁾ pour une période de six mois.
- (2) Dans ses conclusions du 10 juillet 2000, le Conseil, dans le cadre du soutien à la société civile, est convenu de proroger la suspension de l'interdiction des vols jusqu'au 31 mars 2001.
- (3) En conséquence, il convient de proroger la suspension de l'application de l'article 4 de la position commune 1999/318/PESC et d'abroger la position commune 2000/176/PESC.
- (4) Une action au niveau communautaire est nécessaire afin de mettre pleinement en œuvre les mesures résultant de cette suspension,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE POSITION COMMUNE:

Article premier

L'application de l'article 4 de la position commune 1999/318/PESC est suspendue jusqu'au 31 mars 2001.

Article 2

La suspension prévue à l'article 1^{er} est constamment réexaminée.

Article 3

La position commune 2000/176/PESC est abrogée.

Article 4

La présente position commune prend effet le jour de son adoption.

Article 5

La présente position commune est publiée au Journal officiel.

Fait à Bruxelles, le 20 juillet 2000.

Par le Conseil

Le président

F. PARLY

⁽¹⁾ JO L 56 du 1.3.2000, p. 1.

⁽²⁾ JO L 123 du 13.5.1999, p. 1.

POSITION COMMUNE DU CONSEIL
du 20 juillet 2000
concernant l'interdiction des importations de diamants bruts de la Sierra Leone

(2000/455/PESC)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur l'Union européenne, et notamment son article 15,

considérant ce qui suit:

- (1) Le 5 juillet 2000, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté la résolution 1306 (2000) interdisant l'importation directe et indirecte de tous les diamants bruts de la Sierra Leone pour une période initiale de dix-huit mois, à l'exception des importations de diamants bruts dont l'origine est certifiée par le gouvernement sierra-léonais.
- (2) Une action de la Communauté est nécessaire afin de mettre en œuvre les mesures énoncées ci-après,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE POSITION COMMUNE:

Article premier

Les importations directes et indirectes dans la Communauté de tous les diamants bruts en provenance de la Sierra Leone seront interdites dans les conditions prévues par la résolution 1306 (2000) du Conseil de sécurité des Nations unies.

Article 2

Les diamants bruts contrôlés par le gouvernement sierra-léonais au moyen du régime de certificat d'origine conforme au paragraphe 5 de la résolution 1306 (2000) seront exemptés de la mesure visée à l'article 1^{er}.

Article 3

La présente position commune sera réexaminée en tant que de besoin.

Article 4

La présente position commune prend effet le jour de son adoption.

Elle est applicable jusqu'au 5 janvier 2002.

Article 5

La présente position commune est publiée au Journal officiel.

Fait à Bruxelles, le 20 juillet 2000.

Par le Conseil

Le président

F. PARLY

ACTION COMMUNE DU CONSEIL

du 20 juillet 2000

concernant une contribution de l'Union européenne destinée à renforcer la capacité des autorités géorgiennes à appuyer et protéger la mission d'observation de l'OSCE à la frontière entre la République de Géorgie et la République tchétchène de la Fédération de Russie

(2000/456/PESC)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur l'Union européenne, et notamment son article 14,

considérant ce qui suit:

- (1) Le Conseil européen d'Helsinki s'est déclaré profondément préoccupé par la menace que le conflit prolongé en Tchétchénie fait peser sur la stabilité de la région du Caucase, par le risque que les combats qui font rage en Tchétchénie ne débordent en Géorgie, et par les effets qui s'ensuivraient pour l'intégrité territoriale de ce pays.
- (2) Le 10 avril 2000, le président de la Géorgie, M. Chevardnadze, a demandé à l'Union européenne de contribuer aux efforts de son pays en vue d'assurer la protection de ses frontières et des régions limitrophes et d'améliorer la protection contre les menaces terroristes, notamment celles qui pèsent sur la mission d'observation de l'OSCE à la frontière entre la Géorgie et la République tchétchène de la Fédération de Russie.
- (3) La mission d'observation de l'OSCE contribue à la stabilité dans la région en communiquant des informations détaillées sur les mouvements et les événements à proximité de la frontière, dans le but de dissiper les tensions éventuelles.
- (4) Du 17 au 22 juin 2000, le général Sir Garry Johnson, en qualité de représentant de la présidence de l'Union européenne, a procédé à une mission d'évaluation de la situation sur le terrain et a conclu que des équipements étaient manifestement nécessaires pour permettre aux gardes-frontières géorgiens d'accomplir efficacement leur mission et, notamment, d'assurer la protection de la mission d'observation de l'OSCE.
- (5) Il est nécessaire de mettre en œuvre rapidement la présente action commune.
- (6) La Commission a accepté de se voir confier certaines tâches nécessaires à la mise en œuvre de la présente action commune,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE ACTION COMMUNE:

Article premier

1. L'Union européenne fournit une assistance destinée à renforcer la capacité des autorités géorgiennes à apporter, par le biais de leurs gardes-frontières, un appui et une protection à la mission d'observation de l'OSCE à la frontière entre la Géorgie et la République tchétchène de la Fédération de Russie.

2. À cet effet, d'ici le 15 septembre 2000, l'Union européenne fournit au gouvernement de la Géorgie une aide sous forme d'équipements qui seront acheminés au poste frontière de Shatili pour le 30 septembre 2000 au plus tard.

Article 2

1. Le Conseil charge la Commission de mettre en œuvre la présente action commune dans le but d'atteindre l'objectif fixé à l'article 1^{er}, paragraphe 2.
2. La Commission surveille et évalue la livraison effective des équipements aux gardes-frontières géorgiens, leur utilisation ultérieure ainsi que la mise en œuvre réussie de la présente action commune.
3. La Commission fait rapport au Conseil sous l'autorité de la présidence assistée par le Secrétaire général du Conseil/Haut représentant pour la PESC.
4. Dans l'accomplissement de ses tâches, la Commission coopérera, le cas échéant, avec les missions locales des États membres.

Article 3

1. Le montant de référence financière aux fins visées à l'article 1^{er} est d'un million d'EUR.
2. La gestion des dépenses financées sur le montant indiqué au paragraphe 1 est effectuée selon les procédures et les règles communautaires applicables en matière budgétaire.

Article 4

1. La présente action commune entre en vigueur le jour de son adoption. Elle vient à expiration le 31 décembre 2000.
2. La présente action commune est réexaminée d'ici le 30 septembre 2000, afin de s'assurer du respect du calendrier fixé à l'article 1^{er}, paragraphe 2.

Article 5

La présente action commune est publiée au Journal officiel.

Fait à Bruxelles, le 20 juillet 2000.

Par le Conseil

Le président

F. PARLY

DÉCISION DU CONSEIL**du 20 juillet 2000****mettant en œuvre la position commune 1999/691/PESC concernant le soutien aux forces démocratiques en République fédérale de Yougoslavie (RFY)**

(2000/457/PESC)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur l'union européenne, et notamment son article 23, paragraphe 2,

vu la position commune 1999/691/PESC, arrêtée par le Conseil le 22 octobre 1999, concernant le soutien aux forces démocratiques en République fédérale de Yougoslavie ⁽¹⁾, et notamment son article 1^{er},

considérant ce qui suit:

- (1) Conformément à l'article 1^{er} de la position commune 1999/691/PESC, l'Union européenne s'est engagée à soutenir activement toutes les forces en RFY qui démontrent qu'elles sont foncièrement attachées aux valeurs démocratiques. Dans ce cadre, le Conseil a adopté la décision 2000/82/PESC ⁽²⁾ mettant en œuvre ladite position commune en ce qui concerne l'initiative «L'énergie au service de la démocratie».
- (2) Il convient de soutenir certaines municipalités démocratiques serbes en leur livrant de l'asphalte. Ces livraisons s'inscrivent dans le cadre de l'initiative «L'énergie au service de la démocratie». Dès lors que l'asphalte est un produit dérivé du pétrole, sa livraison sert un objectif politique identique à celui de ladite initiative, et les bénéficiaires sont choisis selon les mêmes critères.
- (3) Il est ainsi nécessaire d'arrêter une décision sur les municipalités auxquelles ladite initiative sera étendue.

- (4) Une action ultérieure au niveau communautaire est nécessaire pour que la mesure décrite ci-après puisse être mise en œuvre,

DÉCIDE:

Article premier

Dans le cadre du soutien à la démocratisation de la RFY visé à l'article 1^{er} de la position commune 1999/691/PESC, la fourniture, la vente ou l'exportation de pétrole et de produits pétroliers seront autorisées pour les municipalités serbes suivantes: Cacak, Pancevo, Uzice, Kikinda, Arilje, Pozega, Presevo et Sabac.

Article 2

La présente décision prend effet le jour de son adoption.

Article 3

La présente décision est publiée au Journal officiel.

Fait à Bruxelles, le 20 juillet 2000.

Par le Conseil

Le président

F. PARLY

⁽¹⁾ JO L 273 du 23.10.1999, p. 1.

⁽²⁾ JO L 26 du 2.2.2000, p. 1.

STRATÉGIE COMMUNE DU CONSEIL EUROPÉEN

du 19 juin 2000

à l'égard de la région méditerranéenne

(2000/458/PESC)

LE CONSEIL EUROPÉEN,

vu le traité sur l'Union européenne, et notamment son article 13, paragraphe 2,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE STRATÉGIE COMMUNE:

PARTIE I

VISION DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE

1. La région méditerranéenne revêt une importance stratégique pour l'Union Européenne. Cette région prospère, démocratique, stable et sûre, résolument ouverte sur l'Europe, sert au mieux les intérêts de l'Union européenne et de l'Europe dans son ensemble.
2. La région méditerranéenne reste confrontée à des défis d'ordre politique, économique, judiciaire, écologique et social. Pour relever ces défis complexes et variés, l'Union européenne et les partenaires méditerranéens doivent travailler ensemble en partageant une vision et une perception communes et en se témoignant le même respect.
3. La politique de l'Union européenne à l'égard de la région méditerranéenne est animée par le principe du partenariat, un partenariat qui devrait bénéficier d'un soutien actif des deux parties. L'Union européenne s'emploiera avec ses partenaires méditerranéens à mener les actions suivantes: renforcer les relations de bon voisinage; accroître la prospérité; éliminer la pauvreté; promouvoir et respecter l'intégrité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la démocratie, la bonne gestion des affaires publiques et l'état de droit; encourager la tolérance culturelle et religieuse et développer la coopération avec la société civile, y compris avec les ONG. À cet effet, elle appuiera les efforts déployés par les partenaires méditerranéens pour réaliser les objectifs du partenariat euro-méditerranéen, en mettant ses relations bilatérales au service de ces objectifs, et contribuera à l'instauration d'un climat pacifique au Moyen-Orient.
4. La présente stratégie commune prend pour fondement le partenariat euro-méditerranéen établi par la déclaration de Barcelone et son acquis ultérieur, la déclaration de Berlin et met à profit la politique que l'Union européenne mène de longue date à l'égard de la région méditerranéenne, avec ses composantes bilatérales et régionales.
5. L'Union européenne est convaincue que l'aboutissement de tous les volets du processus de paix au Moyen-Orient et le règlement d'autres conflits dans la région sont des conditions préalables importantes pour la paix et la stabilité

dans la région méditerranéenne. En raison de ses intérêts dans la région et de ses relations anciennes et étroites avec les pays qui la composent, l'Union aspire à prendre toute sa part dans l'instauration de la stabilité et du développement au Moyen-Orient. La coopération déjà engagée dans le cadre du processus de Barcelone est un élément déterminant pour jeter les bases de l'après-paix. Aussi l'Union appuiera-t-elle les efforts des parties en vue de la mise en œuvre des accords de paix. À cet égard, l'adoption de la charte euro-méditerranéenne pour la paix et la stabilité, objectif antérieur à l'adoption de la présente stratégie, devrait être un facteur décisif pour l'«après-processus de paix» dans la région méditerranéenne.

6. Conscient de l'importance primordiale que revêt la région méditerranéenne pour l'Union européenne et désireux de renforcer encore la dimension méditerranéenne de l'Union, le Conseil européen adopte la présente stratégie commune. Cette stratégie englobe l'ensemble des relations de l'Union européenne avec tous ses partenaires dans le cadre du processus de Barcelone, ainsi que celles avec la Libye. Elle n'inclut toutefois pas les relations bilatérales de l'Union européenne avec les pays méditerranéens candidats à l'adhésion à l'Union européenne, lesquelles relèvent du processus d'adhésion. Tandis que l'Union européenne continuera de jouer pleinement son rôle dans le processus de paix au Moyen-Orient conformément à son acquis, y compris la déclaration de Berlin, la présente stratégie commune constituera la contribution de l'Union européenne à la consolidation de la paix au Moyen-Orient après qu'un règlement de paix global aura été obtenu.

PARTIE II

OBJECTIFS

7. Dans le cadre de sa politique à l'égard de la région méditerranéenne, l'Union européenne poursuit les objectifs suivants:
 - réaliser des progrès significatifs et mesurables en vue d'atteindre les objectifs prévus par la déclaration de Barcelone et son acquis ultérieur, à savoir:
 - définir un espace commun de paix et de stabilité grâce à un partenariat politique et de sécurité,
 - construire une zone de prospérité partagée par un partenariat économique et financier,
 - créer un partenariat dans les domaines social, culturel et humain, c'est-à-dire développer les ressources humaines, favoriser la compréhension entre les cultures et les échanges entre les sociétés civiles,

- promouvoir les valeurs fondamentales auxquelles l'Union européenne et ses États membres sont attachés, notamment les droits de l'homme, la démocratie, la bonne gestion des affaires publiques, la transparence et l'État de droit,
 - encourager et aider les partenaires méditerranéens dans leurs efforts visant à instaurer le libre-échange avec l'Union européenne et entre eux, conformément à la déclaration de Barcelone, à mener à bien leur transition économique et à attirer davantage d'investissements vers la région,
 - renforcer la coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures, comme l'a souligné le Conseil européen de Tampere,
 - entretenir le dialogue entre cultures et civilisations pour lutter contre l'intolérance, le racisme et la xénophobie.
8. Pour ce qui est des questions de sécurité, l'Union européenne a l'intention de réfléchir, dans le cadre de la politique européenne commune en matière de sécurité et de défense qu'elle met en place actuellement, à la manière de renforcer, dans la région et avec ses partenaires méditerranéens, la sécurité fondée sur la coopération.
9. Par le passé, l'Union a déjà pris une part active dans les efforts visant à instaurer une paix juste, globale et durable ainsi que la stabilité et le développement au Moyen-Orient. L'Union considère que la coopération déjà engagée dans le cadre du processus de Barcelone est un élément déterminant pour jeter les bases de l'après-paix. Dans le cadre de la présente stratégie commune, et compte tenu de son point 6, l'Union européenne se fixe les objectifs suivants:
- favoriser la mise en place de conditions qui aideront les parties à mettre en œuvre les accords qu'elles auront conclus entre elles,
 - jeter les bases de relations normales de bon voisinage et encourager les parties à entamer une coopération régionale,
 - contribuer à la consolidation de la paix dans la région, y compris en ce qui concerne l'intégration économique et la compréhension mutuelle entre les sociétés civiles.
10. Afin d'accroître l'efficacité, l'incidence et la visibilité des actions et des initiatives de l'Union européenne dans la région, les objectifs généraux visés ci-après seront poursuivis:
- renforcer la coordination, la cohérence et la complémentarité et assurer les synergies entre les activités, les interventions et les instruments divers existants que l'Union européenne et ses États membres déploient au niveau régional et sous-régional,
 - veiller à la complémentarité entre la politique méditerranéenne de l'Union européenne et les politiques qu'elle mène à l'égard d'autres partenaires.

PARTIE III

DOMAINES D'ACTION ET INITIATIVES SPÉCIFIQUES

11. L'Union européenne, en collaboration avec ses partenaires méditerranéens, entreprendra un réexamen complet du processus de Barcelone afin de lui imprimer un nouvel élan et de le rendre plus dynamique et performant.
12. L'Union européenne s'efforcera de mener à bien les initiatives spécifiques visées ci-après, sans préjudice de la possibilité d'en présenter de nouvelles; ces initiatives pourront, le cas échéant, tenir compte des situations et besoins spécifiques des pays, régions ou sous-régions concernés.

Volet politique et de sécurité

13. L'Union européenne renforcera le dialogue politique et en matière de sécurité avec ses partenaires méditerranéens à tous les niveaux, soit au niveau bilatéral avec chacun des partenaires méditerranéens; dans le cadre du processus de Barcelone, y compris de la charte euro-méditerranéenne pour la paix et la sécurité lorsqu'elle sera entrée en vigueur, soit au niveau multilatéral, avec les objectifs suivants:
 - rechercher un terrain d'entente pour les questions de sécurité dans le but de définir un espace commun de paix et de stabilité,
 - élaborer des mesures de partenariat, notamment en favorisant les consultations et les échanges d'informations périodiques avec ses partenaires méditerranéens,
 - communiquer en temps utile des informations appropriées sur les initiatives susceptibles d'intéresser d'autres partenaires méditerranéens,
 - renforcer la coopération pour relever les défis à la sécurité lancés à la communauté internationale, tels que le terrorisme, la criminalité organisée et le trafic de drogue,
 - coopérer en vue d'éventuels arrangements destinés à assurer la prévention des conflits, la gestion des crises et le relèvement après les conflits et, notamment, encourager le règlement des conflits et des différends par des moyens pacifiques, y compris par des voies judiciaires,
 - étudier les possibilités de s'attaquer au problème des mines antipersonnel terrestres dans la région méditerranéenne par une coopération dans la lutte contre les mines, y compris le déminage, la sensibilisation au problème des mines et l'aide aux victimes, dans le but de promouvoir les objectifs de la convention d'Ottawa,
 - encourager les partenaires méditerranéens à signer et ratifier tous les instruments de non-prolifération, notamment le TNP, la CWC, la BWC et le CTBT,
 - s'employer à établir, au Moyen-Orient, une zone exempte d'armes de destruction massive, nucléaires, chimiques et biologiques, et de leurs vecteurs, qui soit assortie d'un système de vérification mutuelle efficace.

À cet égard, l'Union européenne tiendra compte des développements de la politique européenne commune en matière de sécurité et de défense.

Démocratie, droits de l'homme et État de droit

14. Dans le cadre du processus de Barcelone et dans ses relations bilatérales avec les partenaires méditerranéens, l'Union européenne:

- encouragera activement le renforcement des institutions démocratiques et l'État de droit, en particulier par le dialogue politique et en accordant un soutien à la réforme judiciaire, à la mise en place d'institutions et à la liberté d'expression, notamment par un renforcement des médias indépendants,
- appuiera et encouragera les efforts visant à promouvoir la bonne gestion des affaires publiques,
- insistera sur l'importance que la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales revêtent pour tout un chacun, notamment en accordant un soutien aux acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux présents dans la région grâce à une formation, un suivi, des campagnes et une sensibilisation du public dans le domaine des droits de l'homme,
- encouragera vivement, dans le contexte de la charte des Nations unies et de la déclaration universelle des droits de l'homme, l'adhésion aux instruments internationaux traitant des droits de l'homme, y compris l'application intégrale des droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion,
- prendra des mesures pour convaincre tous ses partenaires méditerranéens d'abolir la peine de mort conformément aux orientations adoptées par l'Union européenne.

Paix au Moyen-Orient

15. L'Union européenne, tenant compte du point 6 de la présente stratégie commune, a l'intention:

- de mettre ses compétences au service des principales parties au processus de paix, de leur soumettre des idées et de proposer ses bons offices et son aide, afin de faciliter la conclusion d'accords de paix et de contribuer à préparer l'ère de la paix restaurée au Moyen-Orient,
- de s'employer activement à favoriser la réalisation de progrès en ce qui concerne le volet multilatéral du processus de paix en se fondant également sur les synergies avec le processus de Barcelone. Pour ce qui est de questions essentielles telles que l'eau et les réfugiés, l'Union européenne mettra à disposition ses compétences si la demande lui en est faite,
- d'envisager, dans le cadre d'un règlement global et à la demande des principales parties concernées, la participation des États membres à la mise en œuvre sur le terrain des arrangements en matière de sécurité,
- d'apporter sa contribution à l'engagement international indispensable pour mettre en œuvre et consolider la paix au Moyen-Orient, notamment en appuyant la coopération et l'intégration économiques régionales et l'accroissement des flux commerciaux,

- d'œuvrer en faveur du renforcement de la stabilité au Moyen-Orient au moyen d'une sécurité fondée sur la coopération, et ce, en contribuant activement à la mise en œuvre de la charte euro-méditerranéenne pour la paix et la stabilité lorsqu'elle aura été adoptée et sera entrée en vigueur.

Volet économique et financier

16. L'Union européenne a l'intention:

- de s'atteler résolument à la mise en œuvre des accords d'association euro-méditerranéens, notamment en continuant de promouvoir la libéralisation progressive des échanges dans tous les secteurs intéressant les partenaires, selon les termes de la déclaration de Barcelone,
- de mettre tout en œuvre pour accélérer la conclusion et l'application des accords d'association encore en suspens,
- d'apporter son appui aux mesures destinées à rendre la région plus attrayante pour les investisseurs, en particulier en créant un marché plus vaste, en encourageant l'alignement sur les politiques de l'Union européenne relatives au marché intérieur, en améliorant le cadre réglementaire, en assurant un traitement loyal et équitable des investisseurs et en sensibilisant les milieux concernés de l'Union européenne aux possibilités d'investissement dans la région,
- d'encourager et soutenir la coopération sous-régionale, par exemple celle qui a lieu au sein de l'Union du Maghreb arabe, dans un cadre permettant d'aboutir à une coopération régionale plus vaste,
- d'encourager et d'appuyer les efforts déployés par les partenaires méditerranéens pour accroître les échanges sud-sud, notamment par des accords commerciaux sud-sud et par l'harmonisation progressive des règles d'origine,
- d'aider les partenaires méditerranéens à renforcer leur aptitude à définir une politique commerciale appropriée et à participer activement aux négociations commerciales, en particulier en ce qui concerne la mise en place de la zone euro-méditerranéenne de libre-échange et les futures négociations dans le cadre de l'OMC,
- d'encourager la libéralisation des paiements courants dans la perspective d'une libération intégrale des mouvements de capitaux dans les meilleurs délais. L'Union européenne préconisera, en outre, l'utilisation de l'euro comme monnaie du contrat et monnaie de règlement pour les échanges méditerranéens,
- d'apporter, à partir de l'expérience qu'elle a acquise dans le cadre des réseaux transeuropéens (RTE) dans le domaine des transports, de l'énergie et des télécommunications, un soutien à l'interconnexion des infrastructures entre les partenaires méditerranéens, ainsi qu'entre eux et l'Union européenne,
- d'encourager les mesures propres à renforcer le rôle du secteur privé et à promouvoir les petites et moyennes entreprises dans les pays méditerranéens partenaires, surtout les petites et moyennes entreprises axées sur l'exportation, car c'est l'un des moyens les plus efficaces pour créer davantage d'emplois,

- de veiller à ce que toute l'attention requise soit accordée à l'objectif de créer une économie de marché présentant une dimension sociale, notamment en ce qui concerne les principales normes du travail et la promotion de l'égalité entre hommes et femmes.
17. L'Union européenne encouragera l'accèsion de tous les partenaires à l'OMC, dans les conditions appropriées.
18. L'Union européenne fera en sorte que la coopération financière assurée dans le cadre du budget de l'Union européenne, notamment *via* le règlement MEDA, et par la BEI, ait une incidence optimale, et ce, par les mesures suivantes:

- la Communauté européenne et ses États membres coordonneront leurs stratégies, programmes et actions respectifs en matière de coopération financière et de coopération au développement en faveur des partenaires méditerranéens et coopéreront aussi avec d'autres pays donateurs, dans le souci d'assurer la cohérence et la complémentarité et, le cas échéant, de permettre un cofinancement,

- l'Union européenne renforcera le dialogue économique avec les partenaires méditerranéens, notamment en matière de programmation de l'aide financière, dans la perspective d'accélérer la transition économique, d'instaurer des politiques budgétaire et monétaire saines et de promouvoir la réforme structurelle,

- la Commission veillera à ce que les autres ressources du budget communautaire mobilisées en faveur des partenaires méditerranéens soient utilisées d'une manière cohérente. Elle s'efforcera d'améliorer la coordination avec d'autres programmes pertinents de l'Union européenne (cinquième programme-cadre de recherche et de développement confirmant le rôle international de la recherche communautaire avec les partenaires, Synergy, LIFE, Interreg III).

19. L'Union européenne encouragera une intégration plus poussée des stratégies dans le domaine de l'eau et des politiques de gestion de l'eau dans la région méditerranéenne.

Environnement

20. L'Union européenne veillera à ce qu'il soit tenu compte de la nécessité de mieux prendre en compte les préoccupations environnementales pour assurer un développement économique durable.

Volets social et culturel

21. En sus de la coopération qu'elle mène au sein du partenariat euro-méditerranéen, l'Union européenne a l'intention:

- de prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter et encourager la participation de la société civile ainsi que la multiplication des échanges humains entre l'Union européenne et les partenaires méditerranéens. Les ONG seront encouragées à participer à la coopéra-

tion aux niveaux bilatéral et régional. Une attention particulière sera portée aux médias et aux universités,

- de soutenir les efforts visant à promouvoir la coopération dans le domaine social, notamment en ce qui concerne l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, et à renforcer le dialogue social,

- d'encourager les efforts visant à améliorer l'éducation et la formation professionnelle, en particulier celles des jeunes et des femmes, pour faciliter leur insertion sur le marché du travail. La coopération régionale à cet égard sera améliorée par l'échange des meilleures pratiques, les transferts de savoir-faire et le renforcement des capacités.

Justice et affaires intérieures

22. À partir de l'acquis du processus de Barcelone et dans le prolongement des conclusions du Conseil européen de Tampere, l'Union européenne a l'intention:

- d'agir conformément à la convention de Genève sur les réfugiés et à d'autres instruments pertinents, et de s'attacher à promouvoir le plein respect de ces instruments par les partenaires méditerranéens,

- d'étudier les possibilités de simplification et d'accélération des procédures de délivrance des visas,

- d'encourager l'identification des correspondances entre des systèmes juridiques de conception différente en vue de résoudre des problèmes de droit civil touchant des particuliers: lois concernant la succession et le droit de la famille, notamment en matière de divorce,

- de favoriser la transparence et une prévisibilité accrue des systèmes juridiques des pays partenaires afin de stimuler les investissements étrangers et d'encourager les migrants en situation régulière à mener des activités favorables au codéveloppement avec leur pays d'origine,

- d'assurer la libéralisation des règles relatives au transfert des bénéfiques et d'élaborer des solutions pour éviter la double imposition, en particulier pour les migrants en situation régulière et pour les personnes ayant une double nationalité,

- de mettre en place des mécanismes de coopération efficaces pour lutter contre les filières d'immigration clandestine, en particulier contre la traite des êtres humains, notamment par la conclusion d'accords de réadmission pour ses propres ressortissants, pour les ressortissants de pays tiers et pour les apatrides,

- d'engager des dialogues en vue de mettre en place des systèmes modernes et efficaces de contrôle des frontières, notamment en offrant la possibilité de suivre des programmes de formation et de participer à des échanges de fonctionnaires,

- d'œuvrer avec les partenaires méditerranéens à la recherche de solutions à la question des migrations, en prenant pleinement en considération les réalités économiques, sociales et culturelles auxquelles doivent faire face les pays partenaires. Cette démarche implique la nécessité de lutter contre la pauvreté, d'améliorer les conditions de vie et les possibilités d'emploi, de prévenir les conflits, d'affermir les États démocratiques et d'assurer le respect des droits de l'homme,
 - d'élaborer une approche commune visant à assurer l'insertion sociale des ressortissants de pays partenaires méditerranéens qui résident légalement dans un État membre depuis un certain temps et sont titulaires d'un permis de séjour de longue durée, en vue de rapprocher leur statut juridique dans cet État membre de celui des citoyens de l'Union européenne,
 - de procéder à des échanges d'informations et de statistiques avec les partenaires méditerranéens sur les flux migratoires.
23. L'Union européenne développera encore sa coopération avec les partenaires méditerranéens pour lutter contre la criminalité organisée, en particulier le trafic de drogue et le blanchiment d'argent, notamment:
- par une aide à la formation destinée aux personnels judiciaires et policiers, mettant l'accent sur l'information relative à l'acquis de l'Union en matière de lutte contre la criminalité organisée,
 - en offrant sa collaboration aux partenaires méditerranéens afin, d'une part, de mettre en place le cadre juridique, institutionnel et judiciaire nécessaire pour poursuivre efficacement les auteurs de cette catégorie d'infractions et, d'autre part, d'instaurer des mécanismes de coopération permettant de lutter contre la criminalité transfrontière.

L'Union européenne continuera à encourager les partenaires méditerranéens à adhérer aux conventions internationales des Nations unies en matière de terrorisme ainsi qu'à se conformer à la règle selon laquelle la lutte contre le terrorisme doit s'ancrer fermement dans les principes du droit international et le respect des droits de l'homme.

PARTIE IV

INSTRUMENTS ET MOYENS

Dispositions générales

24. La présente stratégie commune est mise en œuvre par les institutions et organes de l'Union européenne, agissant chacun dans le cadre des compétences respectives qui lui sont attribuées par les traités et conformément aux procédures applicables en vertu de ces traités.
25. Le secrétaire général du Conseil/haut représentant pour la politique extérieure et de sécurité commune (PESC), assisté de l'envoyé spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Moyen-Orient, prête son concours au Conseil et à la présidence pour la mise en œuvre des aspects de la présente stratégie commune qui relèvent de la politique extérieure et de sécurité commune de l'Union, et

pour la mise en œuvre des actes adoptés sur la base de la stratégie. Sans préjudice de ses compétences en vertu du traité instituant la Communauté européenne, la Commission est pleinement associée conformément aux articles 18 et 27 du traité sur l'Union européenne.

26. Le Conseil et la Commission, conformément à l'article 3 du traité sur l'Union européenne, assurent la cohérence, l'unité et l'efficacité de l'action de l'Union. L'efficacité de la présente stratégie commune sera d'autant plus grande qu'une cohérence aussi forte que possible sera assurée entre les différents instruments et domaines d'action dans lesquels l'Union est engagée, ainsi qu'entre les actions de l'Union et celles des États membres. L'Union veillera à la complémentarité entre sa politique méditerranéenne et ses autres politiques.
27. Les États membres contribuent à la réalisation des objectifs de la présente stratégie commune en faisant un usage approprié et coordonné de tous les instruments et moyens pertinents dont ils disposent. Les modalités selon lesquelles, actuellement, les États membres reconnaissent des États, décident de l'adhésion d'un État à des organisations internationales ou décident du maintien et de la conduite des relations bilatérales diplomatiques et autres (par exemple, relations bilatérales politiques, sportives et culturelles) ne seront pas affectées par la présente stratégie commune.

Le Conseil, la Commission et les États membres

28. Le Conseil, la Commission et les États membres:
- réexaminent, dans le cadre de leurs compétences et de leurs capacités, les actions, les programmes, les instruments et les politiques existants, outre la déclaration de Barcelone et les actes qui la mettent en œuvre, afin de s'assurer de leur cohérence avec la présente stratégie commune et, si des incohérences sont constatées, de procéder aux adaptations nécessaires dès la première échéance fixée pour un réexamen,
 - utilisent pleinement et de manière appropriée les instruments et les moyens existants, ainsi que tous les programmes pertinents de l'Union européenne et des États membres, et dressent et tiennent à jour à cet effet un inventaire indicatif des ressources de l'Union, de la Communauté et des États membres permettant de mettre en œuvre la présente stratégie commune.

Coordination

29. Les États membres consentent des efforts accrus pour coordonner leur action à l'égard de la région méditerranéenne, notamment au sein d'organisations régionales et internationales, telles que le Conseil de l'Europe, les Nations unies, l'OSCE et les institutions financières internationales (IFI); il est dûment tenu compte, pour cette coordination, des compétences de la Communauté.
30. Les États membres qui participent dans d'autres enceintes, soit au titre de leur objectif principal, soit en tant qu'activité collatérale, à des actions qui concernent la Méditerranée, veillent à la cohérence de ces actions avec les objectifs de la présente stratégie commune.

31. Les représentants des États membres et de la Commission dans les pays partenaires méditerranéens tiennent pleinement compte de la présente stratégie commune lorsqu'ils coordonnent leurs activités sur le terrain.
32. Le Conseil, la Commission et les États membres s'emploient à assurer une coopération plus efficace avec les organisations régionales et internationales, et s'efforceront, avec d'autres pays partageant les mêmes convictions, d'atteindre les objectifs de la présente stratégie commune.

Mise en œuvre et réexamen

33. Le Conseil européen demande au Conseil:
- de veiller à ce que chaque future présidence présente au Conseil, dans le cadre de son programme général, des priorités pour la mise en œuvre de la présente stratégie commune, définies sur la base des objectifs énoncés dans la partie II et tenant dûment compte des domaines d'action indiqués dans la partie III,
 - d'examiner et d'évaluer l'action de l'Union dans le cadre de la présente stratégie commune et de faire rapport au Conseil européen au moins une fois par an sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs qui lui sont assignés,
 - d'examiner la situation dans la région méditerranéenne et l'état de la coopération des partenaires méditerranéens à la mise en œuvre de la présente stratégie commune, et de présenter une évaluation dans son rapport au Conseil européen,
 - le cas échéant, de soumettre au Conseil européen des recommandations de modification des parties II et III de la présente stratégie commune.

34. La Commission contribuera à ces travaux dans les limites de ses compétences.

Coopération avec les partenaires méditerranéens

35. L'Union européenne et ses États membres collaboreront étroitement avec leurs partenaires méditerranéens à la mise en œuvre de la présente stratégie commune, notamment par le biais des accords d'association et du Comité euro-méditerranéen du processus de Barcelone; ce faisant, ils prendront en considération les recommandations et les préoccupations formulées par les partenaires méditerranéens.

PARTIE V

Durée

36. La présente stratégie commune s'applique à compter de la date de sa publication pour une période initiale de quatre ans. Elle peut être prorogée, réexaminée et, au besoin, adaptée par le Conseil européen sur recommandation du Conseil.

Publication

37. La présente stratégie commune est publiée au Journal officiel.

Fait à Santa Maria da Feira, le 19 juin 2000.

Par le Conseil européen

Le président

A. GUTERRES

Déclaration du Conseil européen relative à la stratégie commune sur la région méditerranéenne

Le Conseil statue à la majorité qualifiée lorsque, sur la base de la stratégie commune, il adopte des actions communes, des positions communes ou d'autres décisions dans le cadre du titre V du traité sur l'Union européenne (politique étrangère et de sécurité commune).

En ce qui concerne les actes n'entrant pas dans le cadre du titre V du traité sur l'Union européenne, ils continuent d'être adoptés selon les procédures de prise de décision appropriées prévues par les dispositions pertinentes des traités, notamment le traité instituant la Communauté européenne et le titre VI du traité sur l'Union européenne.

À l'occasion de l'adoption de la stratégie commune de l'Union européenne sur la région méditerranéenne, le Conseil européen confirme que l'Union européenne continuera à appuyer les efforts des parties en vue de la conclusion, puis de la mise en œuvre, des accords de paix. Ce faisant, elle observera les principes énoncés dans la déclaration du Conseil européen de Berlin de mars 1999.

Il invite le Conseil, assisté par le secrétaire général/haut représentant pour la PESC, avec l'aide de l'envoyé spécial de l'Union européenne pour le processus de paix, et la Commission à réfléchir à l'appui que le processus de Barcelone peut apporter à la stabilité au Moyen-Orient, à travailler au renforcement de la visibilité de l'Union et à proposer des initiatives concrètes de nature à favoriser le développement de la région dans le cadre de l'après-paix. Un rapport sera transmis au Conseil européen sur ces questions.

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

PARLEMENT EUROPÉEN

CONSEIL

COMMISSION

COUR DE JUSTICE

COUR DES COMPTES

COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

COMITÉ DES RÉGIONS

DÉCISION DU PARLEMENT EUROPÉEN, DU CONSEIL, DE LA COMMISSION, DE LA COUR DE JUSTICE, DE LA COUR DES COMPTES, DU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET DU COMITÉ DES RÉGIONS

du 20 juillet 2000

relative à l'organisation et au fonctionnement de l'Office des publications officielles des Communautés européennes

(2000/459/CE, CECA, Euratom)

LE PARLEMENT EUROPÉEN,

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

LA COMMISSION,

LA COUR DE JUSTICE,

LA COUR DES COMPTES,

LE COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL,

LE COMITÉ DES RÉGIONS,

vu le traité sur l'Union européenne,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier,

vu le traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique,

considérant ce qui suit:

- (1) L'article 8 de la décision des représentants des gouvernements des États membres du 8 avril 1965 relative à l'installation provisoire de certaines institutions et de certains services des Communautés ⁽¹⁾ a prévu l'installation à Luxembourg d'un Office des publications officielles des Communautés européennes (ci-après dénommé «l'Office»). Cette disposition a été mise en œuvre par la décision 69/13/Euratom, CECA, CEE ⁽²⁾, modifiée par la décision 80/443/CEE, Euratom, CECA ⁽³⁾.

⁽¹⁾ JO 152 du 13.7.1967, p. 18.

⁽²⁾ JO L 13 du 18.1.1969, p. 19.

⁽³⁾ JO L 107 du 25.4.1980, p. 44.

- (2) Le règlement financier du 21 décembre 1977 applicable au budget général des Communautés européennes ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE, CECA, Euratom) n° 2779/98 du Conseil ⁽²⁾, prévoit des dispositions particulières relatives au fonctionnement de l'Office.
- (3) Une adaptation du cadre réglementaire de l'Office est nécessaire pour tenir compte de l'évolution des pratiques en matière de compétences dévolues à l'autorité investie du pouvoir de nomination.
- (4) Le domaine de l'édition a connu une évolution technologique considérable dont il y a lieu de tenir compte pour le fonctionnement de l'Office.
- (5) La décision 69/13/Euratom, CECA, CEE a été modifiée de façon substantielle. À l'occasion de nouvelles modifications il convient, dans un souci de clarté, de procéder à la refonte de ladite décision,

DÉCIDENT:

Article premier

L'Office des publications officielles des Communautés européennes (ci-après dénommé «l'Office») a pour objet d'assurer, dans les meilleures conditions techniques et financières, sous la responsabilité des institutions des Communautés européennes, l'édition des publications de celles-ci et de leurs services.

Article 2

Aux fins de la présente décision, on entend par:

- 1) «édition», la production et la diffusion des publications, sous toutes formes et présentations et par tous procédés tant actuels que futurs;
- 2) «institutions», le Parlement européen, le Conseil, la Commission, la Cour de justice, la Cour des comptes, le Comité économique et social et le Comité des régions;
- 3) «organes et organismes», les organes et organismes institués par les traités ou sur la base de ceux-ci.

Article 3

1. L'Office assure l'exécution, par lui-même ou par des entreprises, des tâches suivantes:

- a) l'édition du *Journal officiel des Communautés européennes* (ci-après dénommé «Journal officiel»);
- b) l'édition des autres publications des institutions des Communautés européennes ou de leurs services, sans préjudice des dispositions des paragraphes 2 et 3;
- c) à leur demande, l'édition des publications provenant des organes et organismes.

2. Les documents à caractère interne peuvent être produits et diffusés par chaque institution.

3. Les institutions, organes et organismes peuvent, dans des cas exceptionnels, procéder à l'édition de publications sans intervention de l'Office, lorsque l'intervention de celui-ci comporte un accroissement sensible des charges financières ou que, pour des raisons techniques, celui-ci n'est pas en mesure de répondre aux conditions d'urgence que nécessiteraient la production et la diffusion dans des délais très brefs d'une publication. Elles en informent le comité de direction sans délai.

4. L'exécution des tâches de l'Office comporte notamment les opérations suivantes:

- a) regroupement des documents à éditer;
- b) préparation et vérification des textes et autres éléments dans le respect des indications fournies par les institutions, organes et organismes;
- c) passation des marchés avec les fournisseurs;
- d) impression des travaux urgents ou de faible tirage;
- e) surveillance de l'exécution des travaux;
- f) contrôle de qualité;
- g) suivi financier des contrats avec les fournisseurs;
- h) réceptions qualitative et quantitative;
- i) contrôle comptable, incluant l'établissement du bon à payer et la délivrance d'une attestation conformément au règlement financier;
- j) catalogage et archivage des publications;
- k) gestion de la vente;
- l) exécution de la diffusion.

En outre, l'Office fournit aux institutions, organes et organismes toutes les indications techniques, financières et commerciales utiles pour leurs projets d'édition et les assiste dans l'élaboration des contrats-cadres.

5. La décision de publication demeure de la compétence exclusive de chaque institution, organe ou organisme.

Article 4

1. Il est institué un comité de direction de l'Office. Chaque institution dispose d'une voix au sein de celui-ci.

2. Le comité de direction se réunit sur l'initiative de son président ou sur demande d'une institution et au moins semestriellement.

3. Les décisions du comité de direction sont, sauf dispositions contraires, prises à la majorité simple. Toutefois, sans préjudice des dispositions de l'article 3, paragraphe 5, lorsque le comité de direction est appelé à prendre une décision particulière à l'égard de la publication d'un texte propre à l'une des institutions, cette majorité doit comprendre la voix de l'institution concernée.

Article 5

1. Le comité de direction exerce, dans l'intérêt commun des institutions, organes et organismes, les fonctions suivantes:

⁽¹⁾ JO L 356 du 31.12.1977, p. 1.

⁽²⁾ JO L 347 du 23.12.1998, p. 3.

- a) il fixe, à l'unanimité, les règles de fonctionnement de l'Office;
- b) il fixe, à l'unanimité, les lignes directrices de la politique générale de vente et de diffusion gratuite;
- c) il adresse aux institutions, organes et organismes toute suggestion susceptible de faciliter le bon fonctionnement de l'Office;
- d) dans le cadre de la procédure budgétaire, il établit sur la base d'un projet élaboré par le directeur de l'Office un état prévisionnel des recettes et des dépenses de l'Office qu'il transmet à la Commission en vue de l'établissement de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses de la Commission; dans ce même cadre, il propose à la Commission les adaptations qu'il juge nécessaire d'apporter au tableau des effectifs de l'Office;
- e) il fixe la nature et le tarif des prestations additionnelles que l'Office peut effectuer pour les institutions, organes et organismes à titre onéreux;
- f) il fixe la nature des prestations pour lesquelles l'Office peut faire appel à la sous-traitance;
- g) il établit, sur la base d'un projet élaboré par le directeur, un rapport annuel de gestion portant notamment, à la lumière de la comptabilité analytique, sur tous les postes de recettes et de dépenses concernant les travaux effectués et les prestations fournies par l'Office; avant le 1^{er} mai de chaque année, il transmet aux institutions le rapport sur l'exercice précédent;
- h) il participe à la nomination de certains fonctionnaires dans les conditions fixées à l'article 6.

2. En ce qui concerne le Journal officiel, le comité de direction exerce notamment les compétences suivantes:

- a) il suscite, auprès des instances compétentes de chaque institution, les décisions de principe à appliquer en commun par les institutions utilisatrices du Journal officiel et veille à l'exécution des décisions arrêtées;
- b) il formule toutes les propositions d'amélioration de la structure et de la présentation du Journal officiel;
- c) il formule des propositions aux institutions en ce qui concerne l'harmonisation de la présentation des textes à publier;
- d) il examine les difficultés rencontrées dans les opérations courantes liées à l'édition du Journal officiel et formule, dans le cadre de l'Office, les instructions nécessaires et, à l'intention des institutions, les recommandations pour les surmonter;
- e) il décide, à l'unanimité, si et selon quelles modalités, des publications qui ne proviennent pas des institutions peuvent être effectuées au Journal officiel. Cette disposition n'est toutefois pas applicable aux publications effectuées conformément à des dispositions du droit communautaire;

f) conformément à l'article 133 du règlement financier, il peut demander à la Commission d'ouvrir un compte bancaire en vue de gérer un fonds de roulement pour financer les opérations confiées à des fournisseurs nécessaires à l'édition du Journal officiel.

3. Le comité de direction arrête, à l'unanimité, son règlement intérieur après l'avoir soumis aux institutions. Il désigne en son sein un président.

Article 6

1. Les compétences de l'autorité investie du pouvoir de nomination sont exercées par la Commission en ce qui concerne les fonctionnaires ou agents de grade A 1, A 2, A 3 et LA 3 dans les conditions reprises ci-après.

La Commission ne procède à la nomination des fonctionnaires de grade A 1, A 2, A 3 et LA 3 qu'après avis favorable du comité de direction. S'agissant des grades A 1 et A 2, cet avis est donné à l'unanimité.

Le comité de direction est étroitement associé aux procédures à accomplir, le cas échéant, avant la nomination des fonctionnaires et agents de grade A 1, A 2, A 3 et LA 3, notamment à l'établissement de l'avis de vacance, à l'examen des candidatures et à la désignation des jurys de concours.

2. Les compétences de l'autorité investie du pouvoir de nomination sont exercées par la Commission en ce qui concerne les fonctionnaires et agents autres que ceux visés au paragraphe 1. Elle peut déléguer ses compétences au directeur de l'Office.

La Commission ou le directeur de l'Office, s'il a reçu délégation du pouvoir de nomination, informent le Comité de direction des nominations, de la signature des contrats, des promotions ou de l'introduction de procédures disciplinaires qui concernent les fonctionnaires et agents autres que ceux visés au paragraphe 1. Si la Commission n'a pas délégué au directeur de l'Office le pouvoir de nomination, en ce qui concerne ces mêmes fonctionnaires et agents, lesdites procédures sont accomplies par la Commission sur propositions du directeur.

3. Les procédures administratives relatives aux actes mentionnés aux paragraphes 1 et 2 ainsi que la gestion courante du personnel, notamment en matière de retraite, de caisse maladie, d'accidents du travail, de traitements, de congés, sont effectuées dans les mêmes conditions que pour les agents de la Commission en service à Luxembourg.

4. Les vacances d'emplois au sein de l'Office sont portées en temps utile à la connaissance des fonctionnaires de toutes les institutions des Communautés.

Article 7

1. Les crédits de l'Office, dont le montant total est inscrit à une ligne budgétaire particulière à l'intérieur de la section du budget afférente à la Commission, figurent en détail dans une annexe de cette section.

Cette annexe est présentée sous forme d'état de recettes et de dépenses, subdivisé de la même manière que les sections du budget.

2. Les emplois affectés à l'Office sont énumérés dans une annexe au tableau des effectifs de la Commission.

3. Chaque institution, organe et organisme demeure l'ordonnateur, pour les crédits afférents aux « dépenses de publication » de son budget. Les frais occasionnés par la diffusion gratuite de publications sont à la charge de l'institution, organe ou organisme concerné. Le comité de direction définira les modalités de coopération comptable entre l'Office et les institutions, organes et organismes.

4. Les prestations fournies par l'Office à titre onéreux font l'objet d'une facturation dans les conditions fixées par le comité de direction. À la clôture de l'exercice, le comité de direction informe l'autorité budgétaire de la ventilation des montants ainsi recouverts à l'intérieur de l'annexe de la ligne budgétaire.

5. L'Office tient une comptabilité distincte relative à la vente du Journal officiel et des publications. Les recettes nettes de vente sont versées aux institutions, organes et organismes après la clôture de l'exercice.

Par recettes nettes de vente, on entend: le total des montants facturés diminués des frais de gestion, d'encaissement et bancaires.

Article 8

Le directeur de l'Office est, sous l'autorité du comité de direction et dans la limite des compétences de celui-ci, responsable du bon fonctionnement de l'Office. Il assure le secrétariat du comité de direction, rend compte à celui-ci de l'exécution de ses fonctions et lui présente toute suggestion pour le bon fonctionnement de l'Office. Il dispose du pouvoir hiérarchique sur le personnel de l'Office. En cas d'absence ou d'empêchement du directeur et par dérogation aux règles de la suppléance, les fonctions de celui-ci seront exercées par un fonctionnaire de l'Office désigné par le comité de direction.

Article 9

La décision 69/13/Euratom, CECA, CEE est abrogée.

Les références à la décision abrogée s'entendent comme faites à la présente décision.

Fait à Bruxelles et à Luxembourg, le 20 juillet 2000.

Par le Parlement européen

La présidente

N. FONTAINE

Par le Conseil

Le président

F. PARLY

Par la Commission

Le président

R. PRODI

Par la Cour de justice

Le président

G. C. RODRÍGUEZ IGLESIAS

Par la Cour des comptes

Le président

J. O. KARLSSON

Par le Comité économique et social

La présidente

B. RANGONI MACHIAVELLI

Par le Comité des régions

Le président

J. CHABERT

CONSEIL

DÉCISION DU CONSEIL

du 17 juillet 2000

modifiant la décision 1999/311/CE portant adoption de la troisième phase du programme trans-européen de coopération pour l'enseignement supérieur (Tempus III) (2000-2006)

(2000/460/CE)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 308,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen ⁽¹⁾,

vu l'avis du Comité économique et social ⁽²⁾,

vu l'avis du Comité des régions ⁽³⁾,

considérant ce qui suit:

- (1) Par la décision 1999/311/CE ⁽⁴⁾, le Conseil a adopté la troisième phase du programme transeuropéen de coopération pour l'enseignement supérieur (Tempus III) (2000-2006).
- (2) Ce programme s'adresse aux pays d'Europe centrale et orientale non associés éligibles à l'aide économique en vertu du règlement (CEE) n° 3906/89 (programme Phare) ⁽⁵⁾ ou du programme destiné à le remplacer ainsi qu'aux nouveaux États indépendants de l'ancienne Union soviétique à la Mongolie visés par le règlement (CE, Euratom) n° 99/2000 du Conseil du 29 décembre 1999 relatif à la fourniture d'une assistance aux États partenaires d'Europe orientale et d'Asie centrale ⁽⁶⁾ (qui remplace l'ancien programme TACIS).
- (3) La note de bas de page introduite à l'article 2 de la décision 1999/311/CE précise que le programme s'adresse «actuellement» à l'Albanie, à la Bosnie-et-Herzégovine et à l'ancienne République Yougoslave de Macédoine.

- (4) Il importe de pouvoir étendre à l'avenir le programme Tempus III à d'autres pays de la région, et notamment à la Croatie,

DÉCIDE:

Article premier

La décision 1999/311/CE est modifiée comme suit:

- 1) À l'article 2, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant:
«Tempus III concerne les pays d'Europe centrale et orientale non associés éligibles à l'aide économique en vertu du règlement (CEE) n° 3906/89 (programme PHARE) ou du programme destiné à le remplacer ainsi que les nouveaux États indépendants de l'ancienne Union soviétique et la Mongolie visés par le règlement (CE, Euratom) n° 99/2000 (qui remplace l'ancien programme TACIS). Ces pays sont ci-après dénommés "pays éligibles".»
- 2) À la page 1, la note de bas de page est supprimée.

Article 2

La présente décision prend effet le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Fait à Bruxelles, le 17 juillet 2000.

Par le Conseil

Le président

L. FABIUS

⁽¹⁾ Avis rendu le 14 juin 2000 (non encore publié au Journal officiel).

⁽²⁾ Avis rendu le 29 mai 2000 (non encore publié au Journal officiel).

⁽³⁾ Avis rendu le 14 juin 2000 (non encore publié au Journal officiel).

⁽⁴⁾ JO L 120 du 8.5.1999, p. 30.

⁽⁵⁾ JO L 375 du 23.12.1989, p. 11. Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1266/1999 (JO L 161 du 20.6.1999, p. 68).

⁽⁶⁾ JO L 12 du 18.1.2000, p. 1.

DÉCISION DU CONSEIL
du 17 juillet 2000
portant nomination d'un membre suppléant espagnol du Comité des régions

(2000/461/CE)

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment son article 263,

vu la décision 98/110/CE du Conseil ⁽¹⁾ portant nomination des membres et suppléants du Comité des régions,

considérant qu'un siège de membre suppléant du Comité des régions est devenu vacant à la suite de la démission de M. Juan Antonio Megías García, membre suppléant, portée à la connaissance du Conseil en date du 29 juin 2000,

vu la proposition du gouvernement espagnol,

DÉCIDE:

Article unique

M. José Ramón Bustillo Navia-Osorio est nommé membre suppléant du Comité des régions en remplacement de M. Juan Antonio Megías García pour la durée du mandat de celui-ci restant à courir, soit jusqu'au 25 janvier 2002.

Fait à Bruxelles, le 17 juillet 2000.

Par le Conseil

Le président

J. GLAVANY

⁽¹⁾ JO L 28 du 4.2.1998, p. 19.

COMMISSION

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 12 juillet 2000

concernant la certification sanitaire pour les importations en provenance de pays tiers d'abeilles/ruches, de lots de reines avec accompagnatrices

[notifiée sous le numéro C(2000) 1966]

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

(2000/462/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 92/65/CEE du Conseil du 13 juillet 1992 définissant les conditions de police sanitaire régissant les échanges et les importations dans la Communauté d'animaux, de spermes, d'ovules et d'embryons non soumis, en ce qui concerne les conditions de police sanitaire, aux réglementations communautaires spécifiques visées à l'annexe A, section I, de la directive 90/425/CEE⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la décision 95/176/CE⁽²⁾, et notamment ses articles 17 et 18,

considérant ce qui suit:

- (1) Les pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent les importations d'abeilles/de ruches ou de lots de reines (avec accompagnatrices) doivent être déterminés conformément aux conditions prévues par la directive 92/65/CEE. Cette autorisation doit être applicable à tout pays tiers.
- (2) Une certification sanitaire doit être établie pour les importations dans la Communauté d'abeilles/de ruches, de lots de reines avec accompagnatrices conformément aux exigences de la directive 92/65/CEE.
- (3) Des mesures sanitaires supplémentaires doivent être prises, le cas échéant, en cas de nouvelles maladies ou de maladies exotiques.
- (4) La directive 96/93/CEE du Conseil⁽³⁾ définit les normes de certification nécessaires pour une certification valable et pour éviter les fraudes. Il convient de s'assurer que les règles et les principes appliqués par les certificateurs du

pays tiers offrent des garanties au moins équivalentes à celles prévues par cette directive.

- (5) Un nouveau régime de certification est ainsi mis en place. Un délai doit être prévu pour sa mise en œuvre.
- (6) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité vétérinaire permanent,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Les États membres n'autorisent l'importation d'abeilles (*Apis mellifera*)/ruches, lots de reines avec accompagnatrices en provenance d'un pays tiers, que si elles satisfont aux garanties prévues dans le certificat sanitaire correspondant au modèle figurant à l'annexe de la présente décision.

Article 2

La présente décision est applicable à partir du 1^{er} novembre 2000.

Article 3

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 12 juillet 2000.

Par la Commission

David BYRNE

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO L 268 du 14.9.1992, p. 52.

⁽²⁾ JO L 117 du 24.5.1995, p. 23.

⁽³⁾ JO L 13 du 16.1.1997, p. 18.

ANNEXE

MODÈLE DE CERTIFICAT SANITAIRE POUR LES ABEILLES/RUCHES, LOTS DE REINES AVEC ACCOMPAGNATRICES DESTINÉS À ÊTRE EXPÉDIÉS DANS LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Note pour l'importateur: le présent certificat est exclusivement destiné à des fins vétérinaires et doit accompagner le lot jusqu'à son arrivée au poste d'inspection frontalier.

1. Expéditeur (nom et adresse complète)	CERTIFICAT SANITAIRE
	N° Original ⁽¹⁾
3. Destinataire (nom et adresse complète)	2. Pays d'origine
	4. AUTORITÉ COMPÉTENTE
6. Lieu de chargement	5. Adresse
	— de l'exploitation d'origine — de l'exploitation de destination
7. Moyen de transport ⁽²⁾	
8. Espèce	
9. Nombre d'abeilles/de ruches ou lot de reines (avec accompagnatrices) ⁽³⁾	
10. Identification du lot	

⁽¹⁾ Un certificat séparé sera délivré pour chaque lot et une copie du certificat original doit accompagner le lot jusqu'à la destination prévue; sa durée de validité est de dix jours.

⁽²⁾ Indiquer, le cas échéant, le numéro d'immatriculation du véhicule ou conteneur et le numéro de scellé.

⁽³⁾ Biffer la mention inutile.

11. ATTESTATION ⁽¹⁾

Je soussigné, fonctionnaire compétent, certifie par la présente:

- 1) que les abeilles (*Apis mellifera*)/ruches ou lots de reines avec accompagnatrices susmentionnées:
 - a) proviennent d'une ruche d'élevage supervisée et contrôlée par l'autorité compétente;
 - b) ne proviennent pas d'une zone qui fait l'objet d'une interdiction liée à l'apparition de loque américaine et que pendant au moins trente jours à compter du dernier cas constaté et de la date à laquelle toutes les ruches situées dans un rayon de trois kilomètres ont été contrôlées par l'autorité compétente et toutes les ruches infectées ont été brûlées ou traitées et contrôlées à la satisfaction de ladite autorité compétente;
 - c) font partie ou proviennent de ruches dont des échantillons des rayons ont fait l'objet d'un test pour la recherche de la loque américaine figurant dans le manuel des normes de diagnostic de l'OIE qui a donné des résultats négatifs au cours des trente derniers jours;
 - d) ont été inspectées ce jour et ne présentent aucun signe clinique ou suspicion de maladie, y compris les infections affectant les abeilles;
- 2) que le matériel d'emballage et les produits joints proviennent directement de l'élevage apicole exportateur et n'ont pas été en contact ni avec des abeilles ou des rayons à couvain infectés, ni avec d'autres produits ou équipements contaminés ou étrangers à l'élevage exportateur.

Fait à, le

.....
(signature du fonctionnaire compétent) ⁽²⁾

Cachet ⁽²⁾

.....
(nom en lettres capitales, fonction et titre)

⁽¹⁾ Compléter dans les vingt-quatre heures du chargement.

⁽²⁾ Le cachet et la signature doivent être d'une couleur différente de celle du texte.

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 17 juillet 2000

reconnaisant en principe la conformité du dossier transmis pour examen détaillé en vue de l'inscription éventuelle du MKH 65 61 (propoxycarbazone de sodium) à l'annexe I de la directive 91/414/CEE du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques

[notifiée sous le numéro C(2000) 2006]

(2000/463/CE)

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu la directive 91/414/CEE du Conseil du 15 juillet 1991 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques ⁽¹⁾, modifiée en dernier lieu par la directive 2000/10/CE de la Commission ⁽²⁾, et notamment son article 6, paragraphe 3,

considérant ce qui suit:

- (1) La directive 91/414/CEE (ci-après dénommée «la directive») prévoit l'établissement d'une liste communautaire de substances actives dont l'incorporation est autorisée dans les produits phytopharmaceutiques.
- (2) Un dossier concernant la substance active MKH 65 61 (propoxycarbazone de sodium) a été introduit auprès des autorités allemandes par Bayer AG, le 25 janvier 2000.
- (3) Lesdites autorités ont communiqué à la Commission les résultats d'un premier examen de la conformité du dossier avec les exigences en matière de données et d'informations prévues à l'annexe II et, pour au moins un produit phytopharmaceutique contenant la substance active concernée, à l'annexe III de la directive. En conséquence et conformément aux dispositions de l'article 6, paragraphe 2, le dossier a été transmis par le demandeur à la Commission et aux autres États membres.
- (4) Le comité phytosanitaire permanent a été saisi du dossier concernant le MKH 65 61 (propoxycarbazone de sodium) le 10 mars 2000.
- (5) L'article 6, paragraphe 3, de la directive prévoit que la conformité formelle de chaque dossier avec les exigences en matière de données et d'informations prévues à l'annexe II et, pour au moins un produit phytopharmaceutique contenant la substance active concernée, à l'annexe III de la directive, doit être confirmée au niveau de la Communauté.
- (6) Cette confirmation est nécessaire afin que l'examen du dossier puisse se poursuivre et que les États membres aient la possibilité d'accorder une autorisation provisoire concernant des produits phytopharmaceutiques conte-

nant la substance active concernée dans le respect des conditions énoncées à l'article 8, paragraphe 1, de la directive, et notamment de la condition relative à l'évaluation détaillée de la substance active et du produit phytopharmaceutique au regard des exigences de la directive.

- (7) Une telle décision ne préjuge pas du fait que le demandeur puisse être invité à fournir des données ou informations complémentaires. La demande de présentation de données complémentaires par l'État membre rapporteur en vue de clarifier le dossier n'affecte par le délai fixé pour la présentation du rapport visé au considérant 9.
- (8) Il est entendu entre les États membres et la Commission que l'Allemagne poursuivra l'examen détaillé du dossier concernant le MKH 65 61 (propoxycarbazone de sodium).
- (9) L'Allemagne présentera à la Commission, dès que possible, et au plus tard dans un délai d'un an à compter de la date de publication de la présente décision, les conclusions de l'examen, accompagnées d'éventuelles recommandations en ce qui concerne l'inscription ou non de la substance en question et les conditions qui s'y rapportent.
- (10) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité phytosanitaire permanent,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

Article premier

Le dossier suivant satisfait en principe aux exigences en matière de données et d'informations prévues à l'annexe II et, pour au moins un produit phytopharmaceutique contenant la substance active concernée, à l'annexe III de la directive, compte tenu des utilisations proposées:

Le dossier soumis par Bayer AG à la Commission et aux États membres en vue de l'inscription du MKH 65 61 (propoxycarbazone de sodium) en tant que substance active à l'annexe I de la directive 91/414/CEE et soumis au comité phytosanitaire permanent le 10 mars 2000.

⁽¹⁾ JO L 230 du 19.8.1991, p. 1.

⁽²⁾ JO L 57 du 2.3.2000, p. 28.

Article 2

Les États membres sont destinataires de la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 17 juillet 2000.

Par la Commission

David BYRNE

Membre de la Commission